

Immigrants et réfugiés

«De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins» - Ethique de réciprocité

Au sujet de l'éthique de réciprocité, des besoins et des moyens, des droits et devoirs, des libertés et responsabilités, voir le texte sur ce sujet disponible dans jfmhistoire.ch/opinion

Les Européens du XXI^e siècle sont bien mal placés pour s'insurger contre l'immigration non choisie, contre les immigrés qui profitent indûment de notre système social et de nos richesses, qui sapent nos institutions et nos coutumes, qui menacent nos vies et nos monuments, qui pratiquent ostensiblement leurs religions voire tentent de les imposer, qui pratiquent le communautarisme, ...

C'est exactement ce que les Européens ont fait pendant des siècles en Amérique, en Afrique, en Asie, en Océanie. Ils l'ont fait au moins aussi violemment, au moins aussi cruellement. Et la Suisse n'est pas innocente: colonies en Amérique (Nova Friburgo, Vevay en Indiana, ...), financement bénéficiaire du commerce colonial et de la traite des noirs, exploitation (voire pillage) des richesses naturelles, soutien aux régimes d'apartheid, ... Or, il est de bon ton de refuser «l'autoflagellation» au sujet de notre passé, le «wokisme» qui se permet de revisiter notre histoire. Quand on ne va pas jusqu'à justifier ce passé qui a offert à des «sauvages» les bienfaits de notre civilisation.

Le monde a évidemment changé. Mais pas les conséquences des injustices du passé ! Le déséquilibre entre pays riches et pauvres subsiste et s'amplifie même, comme d'ailleurs, partout, le déséquilibre entre les privilégiés et les défavorisés. Sans parler des guerres qui n'ont pas perdu leur composante colonialiste. Sans parler des menaces climatiques (dont les pays et les individus les plus privilégiés portent la plus grande part de la responsabilité) qui vont contribuer à déplacer des populations. Absence d'un ordre mondial pacifique et équitable, incapacité de plus en plus criante de l'ONU, mondialisation grâce aux réseaux «sociaux» d'images paradisiaques des pays favorisés: comment croire que tous les humains voudront et pourront accepter de rester dans une situation désespérée.

L'émigration, et donc l'immigration, restera un problème majeur au XXI^e siècle. On ne le résoudra pas simplement par des mesures de protectionnisme et d'exclusion. Les immigrés que l'on pourrait refouler ou maintenir à l'extérieur de nos frontières poseraient autant de problèmes qu'à l'intérieur : nos commerçants, nos entrepreneurs, nos touristes (!), n'ont rien à gagner à vivre barricadés dans ce pays au milieu d'un monde d'ennemis, terroristes potentiels et... détenteurs d'une grande partie des matières premières dont nous avons besoin.

Il y a donc urgence, comme pour le climat, à examiner le problème sereinement, dans un esprit de réciprocité, en calculant honnêtement les besoins et les moyens respectifs des Etats et des êtres humains, sans stigmatiser des coupables limités aux immigrants et/ou réfugiés. Et en évitant les erreurs et injustices du passé !

Quelques principes généraux.

- Aucun pays n'a le droit «d'importer» de force des immigrants pour satisfaire ses besoins (contrairement à ce qu'ont fait les «négriers» d'origine européenne en Amérique).
- Aucun pays n'a le droit de réduire à l'esclavage, ou à d'autres formes de travail forcé, des populations ou des individus.
- Aucun pays n'a le droit de s'approprier un territoire extérieur à ses frontières reconnues par le droit international.
- Aucun pays n'a le droit «d'exporter» une partie de sa population vers des territoires étrangers pour résoudre ses problèmes démographiques, économiques ou sociaux (contrairement à ce qu'ont fait les Européens vers les colonies). Mais pour que les pays défavorisés puissent respecter une telle règle, il faut

qu'ils bénéficient de conditions économiques équitables. La balle est dans le camp des pays favorisés s'ils souhaitent limiter ou empêcher une «immigration non désirée».

- Il faut accepter le fait que l'écrasante majorité des immigrants et surtout des réfugiés sont des victimes d'une situation dont nous sommes co-responsables.

- Il ne faut pas se contenter de belles paroles au sujet de «l'aide sur place» dans les régions défavorisées. Ce n'est trop souvent qu'une rhétorique hypocrite, parce qu'en fait on n'accorde pas assez d'aide aux pays défavorisés et on refuse d'imposer des règles éthiques aux entreprises européennes qui exploitent les sols et les travailleurs. Nous continuons à largement bénéficier de «l'immigration non choisie» que nous avons imposée à ce que l'on appelait le «Tiers-Monde»; nous devons contribuer à en réparer les dégâts, ne serait-ce que pour nous éviter «l'immigration non choisie» qui nous menace. Tant que nous contribuons aux déséquilibres du monde, nous n'avons pas à nous plaindre être victimes de leurs conséquences.

- On peut considérer que tout être humain capable de contribuer au bien commun doit le faire d'une façon ou d'une autre. Personne n'a le droit de choisir de vivre aux crochets des autres; cela est valable aussi bien pour les profiteurs de l'Etat-Providence (lorsqu'il existe) que pour ceux qui accaparent le revenu du travail des autres. Nous pouvons (et même devons) être accueillants parce que notre pays est prospère, serein et démocratique; les immigrés doivent contribuer à cette prospérité, cette sérénité et respecter le cadre démocratique.

- On peut imposer à tout immigré et à tout réfugié de travailler dès que possible, selon ses possibilités et selon les besoins de la société qui l'accueille. Avec bien évidemment un salaire et des conditions de travail corrects pour lui éviter de devoir bénéficier d'aide sociale, mais aussi pour éviter le dumping salarial. Il n'y a pas de métier plus dégradant pour un immigré ou un réfugié que pour un travailleur suisse ou portugais. Cette obligation rendrait l'immigration plus acceptable pour la population autochtone, dissuaderait les éventuels profiteurs et ne constituerait pas une condition inacceptable éthiquement. Elle éviterait en tout cas qu'on considère que les immigrés ne sont «acceptables» que s'ils exercent des métiers dégradants et mal payés, ou s'ils satisfont nos besoins de personnel très qualifié (par exemple les médecins que nous confisquons à des pays qui en manquent), ou s'ils disposent d'une grosse fortune (avec peut-être de conditions fiscales plus favorables que la majorité des autochtones).

- Les immigrés et réfugiés doivent être respectés dans leurs croyances et leurs coutumes, mais il doivent aussi respecter les nôtres et donc s'y adapter. Le respect de nos lois n'est pas négociable. On peut et doit réaffirmer que, notamment, la charia, l'excision ou la polygamie ne sont pas compatibles avec nos coutumes et nos lois.

- On le sait depuis longtemps, c'est la pauvreté qui est la principale cause de la délinquance et des violences; c'est parmi les défavorisés qu'il est le plus facile de recruter les dealers, les tueurs des mafias et les terroristes. Les immigrés sont surreprésentés dans les populations les plus pauvres et les populations sans domicile, sans statut et/ou sans avenir; ils sont donc aussi surreprésentés dans les statistiques de la criminalité, de la justice et des prisons. Les peines de prison les plus dures et la peine de mort n'ont jamais pu éradiquer la criminalité qui est même parfois plus forte dans les pays les plus sévères envers les délinquants. Pour diminuer la criminalité et le terrorisme, donc pour améliorer notre sécurité, il faut éradiquer la pauvreté et les injustices. C'est évidemment difficile ! Mais exporter la pauvreté (et la criminalité) dans les pays défavorisés ne contribuera pas à la sérénité de la planète dont nous resterons dépendants. Surtout si nous continuons à soutenir (et même à accueillir) les entreprises et les dirigeants qui rendent le reste du monde invivable.

- Il faut certes préserver nos «valeurs occidentales judéo-chrétiennes», un refrain courant chez les nationalistes, les xénophobes et les racistes qui se disent chrétiens. Mais en se rappelant qu'elles incluent l'amour du prochain et l'accueil de l'étranger.

L'amour du prochain (Lévitique 19,18), que le Christ élève au rang de plus grand commandement *ex-aequo* (Matthieu 22,36-40). Et lorsqu'il veut expliciter qui est le prochain, il utilise (Luc 10, 29-37) la parabole dite du Bon Samaritain qui prend soin d'un juif (un étranger pour lui) blessé.

L'accueil de l'étranger (Lévitique 19, 33): «Quand un émigré viendra s'installer chez vous, dans votre pays, vous ne l'exploiterez pas; cet émigré installé chez vous, vous le traiterez comme un indigène, comme l'un de vous; vous l'aimerez comme vous-mêmes.» Le Christ est aussi très explicite sur ce sujet (Matthieu 25, 34-46): «Venez les bénis de mon Père, recevez en partage ce Royaume qui a été préparé pour vous depuis la fondation du monde. Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger; j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire; j'étais un étranger et vous m'avez recueilli; (...) Les justes lui répondront: Seigneur, quand nous est-il arrivé de (...) de te voir étranger et de te recueillir (...) ? Et le roi leur répondra : En vérité, je vous le déclare, chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces plus petits, qui sont mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait.» Et il continue en maudissant les autres: «Car j'étais un étranger et vous ne m'avez pas recueilli (...) Chaque fois que vous ne l'avez pas fait à l'un de ces plus petits, à moi non plus vous ne l'avez pas fait.»

Et pour terminer, une citation de Martin Luther King :

Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots